

Sarkozy : un actif toxique

samedi 29 novembre 2008, par [HUSSON Michel](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2008).

Face à la récession, les réponses du gouvernement sont hallucinantes : travail le dimanche et/ou jusqu'à 70 ans, distribution de stock options aux salariés, etc. Et il y a même eu un imbécile nommé Accoyer pour proposer l'amnistie aux exilés fiscaux. Comment expliquer alors que le gouvernement ne soit pas pleinement déconsidéré ? Il y a d'abord un effet de sidération devant la crise : on est au bord du précipice, on ne comprend pas bien ce qui nous tombe dessus et tous ces milliards brusquement surgis de nulle part pour sauver les banques donnent le tournis. Il y a ensuite la tactique de Sarkozy consistant à déplacer son activisme habituel au niveau européen, voire mondial.

Tout cela n'aura qu'un temps et le nuage de fumée va vite s'estomper. On va s'apercevoir que les grands discours sur la régulation, la transparence, la coopération - ou la lutte contre les paradis fiscaux - ne sont que des postures permettant de se dispenser de mesures concrètes à l'encontre des financiers. Chaque Etat, y compris au sein de l'Union européenne, est en train de faire sienne la forte devise d'Angela Merkel : « à chacun sa merde ». Certes, l'ampleur de la crise les a contraint à un minimum de concertation, mais le refus farouche de tout plan de relance concertée montre que chacun réfléchit à sa propre voie de sortie, le cas échéant sur le dos des « partenaires ». La seule chose que l'Europe néolibérale est conçue pour coordonner, c'est l'offensive contre les acquis sociaux.

Quand on aura compris que Sarkozy n'est pas le sauveur de la planète et du « bon » capitalisme, tout le monde va redescendre sur terre et faire deux ou trois constats. Le premier, ravageur, est dans toutes les têtes : de l'argent, il y en a pour les banquiers, mais pas pour les salaires, les retraites, les hôpitaux, etc. On va voir ensuite émerger une légère contradiction entre les rodomontades sur la relance européenne, et la rigueur surréaliste du projet de budget français. On n'y trouve aucune des mesures qui permettraient d'amortir la crise, par exemple la revalorisation des minima sociaux, une véritable sécurité sociale professionnelle, un programme d'investissements publics, la taxation des revenus financiers, etc. Rien de tout cela mais

une

baisse de la taxe professionnelle, des aides aux PME, et un appel assez pathétique aux préfets pour qu'ils

veillent à la bonne distribution des crédits. Seuls les contrats aidés réduiront un peu la casse, mais ils sont

surtout un aveu d'impuissance ou plutôt de refus de prendre des mesures plus consistantes.

Constat suivant : toutes les mesures prises depuis l'élection de Sarkozy vont accentuer les effets de la crise.

Stefano Scarpetta, spécialiste en flexibilité à l'OCDE, fait ce pronostic : « *Les pressions seront très fortes sur*

les plus de 55 ans pour qu'ils acceptent de partir en retraite anticipée. Quant aux moins de 25 ans, pas ou peu

diplômés, les portes des entreprises leur resteront fermées » (*). Seulement voilà : en France, on va supprimer

les dispenses de recherche d'emploi pour les salariés âgés, et il n'y a pas de minimum social pour les moins de

25 ans.

Autre exemple : les heures supplémentaires. Leur progression provient surtout de la déclaration d'heures déjà

faites. Mais les exonérations vont inciter les entreprises à y recourir plutôt que d'embaucher. C'est déjà ce qui

est en train de se passer, comme semble l'indiquer la chute récente de l'intérim. La nouvelle loi votée cet été

va encore faciliter l'allongement de la durée du travail, y compris pour les cadres au forfait-jours. Et le

gouvernement envisage de faciliter le recours aux CDD dans les PME. Même Pierre Cahuc, fervent partisan

d'un contrat de travail light, trouve que «

ce n'est pas parce que l'économie est en récession qu'il faut

bouleverser le code du travail » (*). Et le doute étire l'expert de l'OCDE cité plus haut : toutes ces réformes

devraient « *permettre un meilleur fonctionnement des marchés du travail* » mais « *qu'est-ce que cela va*

donner en période de récession ? Les demandeurs d'emploi auront beau être motivés, si les offres se tarissent,

que se passera-t-il ? ». Bonne question.

Bref, au moment où le chômage repart à la hausse, toutes les « réformes » vont fonctionner comme des

amplificateurs de crise et aggraver la situation de l'emploi. Cette conjoncture est finalement inédite : un

désastre social s'annonce mais le pouvoir s'obstine à mener une politique qui va en redoubler les effets. La

majorité de la population est aujourd'hui littéralement encerclée par les offensives gouvernementales :

emploi, pouvoir d'achat, sécu, services publics, retraites, tout, absolument tout y passe. Toutes les conditions

d'une explosion sociale sont ainsi réunies, et il n'est pas sûr que la pétrification du PS suffira à la désamorcer.

(*) *Le Monde* du 4 novembre.

P.-S.

* Paru dans *Politis* n°1028, 27 novembre 2008. Mis en ligne sur le site de Michel Husson.